



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suite donnée à quatrième Conférence mondiale

sur les femmes et à la session extraordinaire

de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes

en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement

et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs

stratégiques, mesures à prendre dans les domaines

critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par Sveriges Kvinnolobby, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Assurer les droits des femmes dans le programme de développement après 2015

Sveriges Kvinnolobby aimerait insister sur la nécessité de reconnaître les droits pleins et universels de la femme comme une perspective clef dans le programme de développement d'après 2015. Nous appelons à un objectif unique d'égalité entre les sexes et pour que le concept de genre soit intégré à tous les objectifs, les cibles et les indicateurs.

La mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles a été un échec. Afin de rendre les nouveaux objectifs réalisables, il est nécessaire qu'ils émanent d'un cadre basé sur la perspective du droit des femmes. Les priorités mises en avant dans le Programme d'action de la Quatrième Conférence sur les femmes doivent jouer un rôle majeur dans la conception du nouveau programme.

Il a été prouvé dans de nombreux rapports et discussions que les droits des femmes sont intimement liées aux trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental. Un objectif unique est nécessaire pour fixer les cibles qu'il faut répandre dans toutes les sphères de la société.

Comme l'inégalité entre les sexes est structurelle, et qu'elle existe depuis le niveau de la communauté jusqu'au niveau des institutions nationales, un objectif unique doit être accompagné de l'intégration de l'égalité entre les sexes dans tous les objectifs, les cibles et les indicateurs. De plus, un financement adéquat et durable des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes doit être garanti dans les budgets des gouvernements régionaux, nationaux et locaux.

Il est absolument nécessaire que les États reconnaissent le droit des femmes à l'éducation et au travail qui permet d'accéder à l'autonomie, ainsi que l'égalité de représentation des hommes et des femmes dans tous les aspects des prises de décision.

Nous voulons de plus souligner les liens entre l'égalité entre les sexes, la fin des violences faites aux femmes et l'importance des droits sexuels et reproductifs. La fin des violences faites aux femmes doit être une priorité, avec des objectifs et des indicateurs permettant de vrais progrès dans la vie des femmes. En particulier, nous aimerions que la prostitution soit reconnue comme étant une forme de violence faite aux femmes et l'achat de sexe comme un délit. Elle constitue un obstacle à l'égalité entre les hommes et les femmes, porte atteinte à la dignité de la femme et a des conséquences négatives sur les droits sexuels et reproductifs de la femme. Une expression telle que « travail sexuel » ne devrait pas être utilisée; elle ne se réfère pas à des accords internationaux tels que la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, ni la Convention sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes.

Sveriges Kvinnolobby et ses organisations membres demande aux gouvernements des États et les Nations Unies d'assurer :

- Un objectif unique d'égalité entre les sexes et des droits des femmes et des filles, avec des objectifs et des indicateurs de genre;

- Une perspective transversale d'égalité entre les sexes tout au long du programme de développement après 2015 et une intégration du genre dans tous les objectifs, cibles et indicateurs;
- Un financement adéquat et durable des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes dans les budgets des gouvernements régionaux, nationaux et locaux.

Sveriges Kvinnolobby reconnaît la nécessité de mobiliser le mouvement mondial du droit des femmes et de faire bon usage du savoir et de l'expérience que détient ce mouvement. Afin de poursuivre nos efforts de manière ciblée et pour s'assurer de la mise en œuvre de la plateforme d'action et d'un développement durable et qui prend en compte l'égalité entre les sexes, notre organisation a instauré l'initiative d'une conférence nordique sur les droits des femmes.

La conférence nordique se tiendra du 12 au 15 juin 2014 et a pour objectif d'examiner de manière critique la façon dont le programme d'action peut être accéléré dans un environnement en mutation. La conférence fera des recommandations de nouvelles actions pour les droits des femmes aux gouvernements des pays nordiques. De plus, nous avons l'intention de rendre les mouvements féministes plus autonomes et de renouveler les efforts visant à atteindre l'égalité entre les sexes. Comme le processus de développement d'un nouveau programme de développement universel après 2015 a lieu en même temps que la préparation de la conférence nordique, les mouvements féministes dans la région nordique reconnaissent leur possibilité historique de participer à de nouvelles idées et de nouvelles approches.